Roms : "Vu ce qui s'est passé à Marseille, il faut faire vite"

Hier, des militants aixois ont proposé d'éclairer le débat sur la question des roms

C'est une rencontre qu'ils avaient appelée de leurs vœux depuis de longs mois, lorsque grossissaient à vitesse grand V, autour d'Aix, les bidonvilles de roms. L'actualité marseillaise — les habitants d'une cité brûlant un campement — en a encore démontré l'acuité. Hier, les membres du Caddris (Collectif aixois pour les droits et la dignité des roms, des immigrés et des sans-papiers) ont organisé un colloque intitulé "*Des solutions, maintenant*", donnant la parole à des élus mais aussi à des universitaires et des membres d'associations. Paroles salvatrices pour un débat nécessaire (occulté par les élus de la majorité municipale), paroles pour expliquer la situation aux citoyens, donner des témoignages mais aussi tenter de trouver des solutions. Ce qui, il faut bien l'admettre, sera le chemin le plus ardu à parcourir. Deux tables rondes étaient initiées hier dans la salle comble du centre social des Amandiers, au Jas : une intitulée "*Europe, Méditerranée : pour un monde de dialogue et d'échange respectueux des droits et de la dignité de tous*". L'autre portait sur le thème "*Roms : vers la fin de la stigmatisation, pour des solutions humaines et durables*". Aline Archimbaud, sénatrice Europe Écologie les Verts a recentré le débat sur les roms, pointant une "*aberration*" : celle qui consiste à exclure les ressortissants de Roumanie et de Bulgarie du marché du travail : "*Nous allons demander au gouvernement français de lever les mesures qui verrouillent l'accès au travail légal à ces ressortissants.*" Bref, selon l'intervenante, tout est fait pour "*maintenir les roms dans la marginalité*". Quelles solutions, alors ? La sénatrice propose des pistes, certaines ayant été reprises par "*quelques municipalités courageuses à deux ans des municipales*" : favoriser "*des initiatives d'autoconstruction*". L'argent ? Il existe. "*La France pourrait disposer de fonds européens. 400 millions sont disponibles. Et un million seulement a été utilisé par la France*". Le débat est lancé. **Julien DANIELIDES**

Deux tables rondes étaient organisées, avant une partie spectacle assurée... par des musiciens tsiganes. / PHOTO SERGE GUEROULT

Le témoignage de Mgr Gaillot

Mgr Gaillot a rappelé "*quelques petites choses simples : la première, l'humain d'abord. Avant d'être d'un pays, nous sommes des hommes*". Et d'asséner : "*Les Roms ne sont pas un danger pour nous. Ils sont en danger.*" Entre deux anecdotes, il a porté le message d'une "*Europe née de métissages*". "*Comment la bâtir si les minorités ne jouissent pas de leurs droits*". Et de conclure sur une citation de Victor Hugo : "*On fait la charité tant qu'on n'a pas fait la justice*".

Les réactions

Marie Archimbaud, sénatrice Europe Écologie-Les Verts : "*Longtemps, les Roms ont été considérés comme des délinquants, jusqu'au plus haut niveau de l'État. Fin août, une déclaration du Premier Ministre (Jean-Marc Ayrault, ndlr.) allait dans le sens de leur intégration. Une circulaire interministérielle s'engage dans cette direction. Mais les mesures transitoires n'ont toujours pas été levées*"

Ilsen About, chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et à la MMSH à Aix : *La stigmatisation des Roms répond à des stratégies politiques, celles visant à faire porter sur l'Europe tous les maux (...) Les périodes de stigmatisation des étrangers en général sont celles de crises, ou de tournants historiques, comme celui que l'on connaît actuellement avec la communauté européenne. C'est un paradoxe, nous aspirons à une Communauté européenne solidaire tout en gardant nos repères d'États-Nations*".

Marc Bordigoni, chercheur au CNRS : "*L'astuce de Sarkozy, c'est de ne pas s'être attaqué à la nature ethnique des Roms, mais d'avoir légiféré pour empêcher les migrants de s'arrêter quelque part.*"